

LES CANADIENS FRANÇAIS
ONT EU DES ARMES À FEU
SANS AUTORISATION
DURANT PLUS DE 300 ANS !

Lettre ouverte à un policier québécois

Janvier 2001

Monsieur ou Madame l'Agent,

Vos supérieurs vous demandent de faire la sale besogne du gouvernement fédéral et de faire appliquer les nouveaux (encore d'autres !) contrôles des armes à feu qui, depuis le 1^{er} janvier, ont transformé en criminels des centaines de milliers, peut-être des millions, de Canadiens. Il s'agit là d'une tâche indigne d'une police qui serait au service des citoyens.

Ces contrôles prévoient des peines de prison pour des gens dont le seul « crime » consisterait à refuser d'être fichés et d'obéir à des lois et des règlements arbitraires, immoraux et contraires à nos traditions. Une minorité importante, et croissante, de la population s'oppose à ces contrôles. Il est fort probable que la majorité même les rejeterait si elle en connaissait la nature. De toute manière, votre rôle n'est pas d'imposer à des minorités pacifiques n'importe quels diktats d'une quelconque majorité.

À l'école de police, on vous a enseigné que vous protégez « la société ». On a oublié de vous dire que cette société est composée d'individus, et que votre rôle n'est pas de protéger une collectivité abstraite en criminalisant des individus pacifiques réels. On a oublié de vous dire que la règle de droit n'est pas cohérente avec n'importe quelle sorte de loi. On a oublié de vous dire que la « tyrannie de la majorité » (comme disait Tocqueville il y a 150 ans) demeure une tyrannie.

Au fond de vous-même, vous savez que j'ai raison. Vous savez que ces prétendues lois ne sont pas de la même nature que les lois contre le meurtre, le vol ou le viol. Vous savez que ces prétendues lois ne font que transformer d'honnêtes gens en criminels artificiels.

De plus – et permettez-moi d'être clair sur ceci –, vous êtes notre employé, et non notre maître. Vos pouvoirs vous sont entièrement délégués par nous. C'est nous qui payons votre salaire. Et ce « nous » comprend les minorités pacifiques. Sans l'appui général des citoyens respectueux du droit, vous ne seriez bientôt, au mieux, qu'un fier-à-bras de la garde prétorienne du régime ; au pire, un petit flic corrompu dans une république bananière.

Vous répondrez que vous devez gagner votre vie et que vous ne faites que votre travail. Mais ce genre de contrainte ne dispense personne de respecter le droit et la morale. Ne vous placez pas dans la position d'un ennemi des citoyens pacifiques.

Tout en vous assurant de mon appui si vous prenez le parti de la liberté, je vous prie, Monsieur ou Madame l'Agent, de croire à mes sentiments distingués.